

La défense du monde rural : les partis agrariens et paysans

Daniel-Louis SEILER et Jean-Michel DE WAELE

Etudier les partis agrariens et paysans comme famille politique relève du paradoxe. D'une part, lorsqu'on étudie l'histoire des internationales, les paysans et agrariens s'organisent à ce niveau après la fondation des internationales ouvrières. La création de « l'Internationale verte » suit celle du Komintern – ou III^e Internationale – et précède « l'Internationale blanche » – qui regroupe des partis catholiques et démocratiques chrétiens. Quant à l'Internationale libérale, elle n'apparaît qu'après la seconde guerre mondiale. Fondée dans l'entre-deux-guerres, « l'Internationale verte » est donc contemporaine – et imitatrice – de l'Internationale communiste et de la reconstitution de la II^e Internationale. Envisagés sous cet angle, mesurés à l'aune de la coopération internationale, les partis agrariens et paysans s'affirment comme famille partisane dans toute la force du terme.

D'autre part, lorsqu'on étudie les partis politiques en Europe au moyen d'une coupe synchronique, leur existence ne saute pas aux yeux.

Pas de groupe politique au Parlement européen, pas d'euro-parti ayant pignon sur rue. Les héritiers ou les partis membres de la défunte internationale verte siègent tantôt au PPE pour les uns, tantôt chez les libéraux-démocrates pour les autres. En fait, il importe de ne pas s'arrêter aux apparences. En effet, une coopération a continué après la seconde guerre mondiale entre les partis agrariens scandinaves (Finlande, Norvège et Suède), tous intitulés « partis du centre », et, lorsque Finnois et Suédois rejoignirent l'Union européenne, ce fut d'un commun accord qu'ils optèrent pour le groupe libéral. En effet, les deux formations, le CenterPartiet suédois et Keskusta finlandais, peu désireux de s'afficher en compagnie des conservateurs, rejetèrent l'idée de rejoindre le PPE, préférant la compagnie des libéraux. En revanche, lors du dernier élargissement, les partis d'Europe centrale et orientale adhérèrent en ordre dispersé, le PSL polonais choisissant le PPE, par exemple. En fait, les partis de défense du monde rural se trouvèrent longtemps victimes de leur géographie. On le comprend : leurs zones de force se situaient entre l'Europe scandinave – Islande, Norvège, Suède et Finlande – en Europe centrale et orientale, ainsi que dans les pays baltes. C'est-à-dire dans une partie du continent qui fut incorporée dans le bloc

soviétique. En revanche, la myopie des politistes à leur rencontre a de quoi surprendre. Il faut voir là l'absence de connaissances historiques ainsi que le peu de culture qui caractérisent de plus en plus de chercheurs anglo-saxons ou subissant l'influence de ceux-ci et obnubilés par un mythologique axe droite-gauche. Il est vrai que postuler la présence d'une dimension unique et universelle permet, par son simplisme même, une modélisation mathématique que n'autorise pas la réalité multidimensionnelle de l'espace partisan. Il importe donc de réviser nos classiques. Opération qu'ignorent trop les politistes actuels. Ainsi Duverger lui-même, dont on connaît l'attachement au dualisme droite/gauche, ménage-t-il une place aux partis agrariens mais, à son habitude, conclut assez rapidement qu'en Scandinavie ils sont devenus des partis de droite. Considération qui fait l'impasse sur la longue coalition « rouge-verte » en Suède où les agrariens contribuèrent à l'édification de *Welfare State*. Elle ignore également le rôle pivotale joué par les agrariens finlandais qui pratiquent, depuis 1946, un jeu de bascule entre droite et gauche, alliés tantôt à l'une, tantôt à l'autre. Elle est contredite par la coalition des travaillistes et du Centre agrarien en Norvège. Il est vrai que, pour Duverger, le centre n'existe pas, ne peut conceptuellement exister sauf comme « éternel marais »¹ ! Cependant les faits sont têtus et l'auteur des *Partis politiques* consent à une exception pour certains partis agrariens d'Europe centrale entre 1919 et 1913. Ces derniers « présentaient des caractères analogues, qui reposaient sur des coopératives et des syndicats, à l'image des partis travaillistes : en Bulgarie, notamment, leur organisation était remarquable »². Cependant c'est évidemment à Stein Rokkan que l'on pense dès que l'on s'interroge sur la genèse des systèmes européens de partis. Les partis agrariens sont traités comme traduction du clivage opposant le secteur primaire aux secteurs secondaire et tertiaire. En définitive, c'est souvent la nationalité du chercheur qui détermine la prise en compte ou non des partis agraires. Tel est le sort des familles de partis dont l'implantation territoriale ne couvre plus l'ensemble de l'Europe et singulièrement lorsqu'il s'agit de formations politiques absentes de systèmes politiques importants comme la Grande-Bretagne, la France ou la République fédérale allemande³.

On reviendra sur la géographie du phénomène agrarien pour, dans un second temps, avancer une ébauche d'interprétation.

Une configuration territoriale précise

L'absence d'intérêt pour les partis agraires dont témoignent les politistes contemporains s'explique par le fait que ces formations politiques relevaient d'une idiosyncrasie scandinave, à l'exception du Danemark. De même, leur absence de la scène parlementaire européenne en constitue un corollaire. En effet, il faut attendre l'adhésion de la Finlande et de la Suède pour voir des partis agraires entrer au Parlement européen. Une entrée, au demeurant, discutée car il ne s'agissait que de quelques

¹ M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Points/Seuil, 10^e éd., 1981, p. 323-328.

² *Ibid.*

³ S.M. LIPSET et S. ROKKAN, *Party-Systems and Voters Alignments*, New York, Free Press, 1967 (traduction française de l'introduction : S.M. LIPSET et S. ROKKAN, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008, coll. « UBlire »).

eurodéputés, sans représentants dans les treize autres pays de l'Europe des quinze et qui, on l'a vu, s'inscrivirent au groupe des libéraux, démocrates et réformateurs, déjà particulièrement pluraliste. Ils s'intégrèrent donc dans un paysage parlementaire qui s'était structuré sur la convergence entre systèmes de partis d'Europe de l'Ouest et du Sud-Ouest.

La fin du communisme en Europe centrale et orientale a sonné l'heure de la reconstitution d'un certain nombre de partis agraires dans une partie de l'Europe qui constituait jadis leur principale zone d'implantation. Cependant, dans aucun de ces systèmes politiques, les partis paysans ne retrouvèrent leur force électorale d'antan. Ainsi le PSL, le parti paysan polonais, qui, à la libération, constituait la force démocratique la plus importante du Sejm (parlement), le parti des petits propriétaires qui obtint la majorité absolue des sièges au Parlement hongrois ou, dans une mesure moindre, le PNT roumain. Ceci dit et malgré l'effondrement du prestigieux parti bulgare ou du parti des petits propriétaires hongrois, la carte des partis ruraux au XXI^e siècle correspond assez bien à celle des années 1930. Si l'Europe centrale, à savoir, la Pologne, l'Ukraine, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovénie, la Hongrie, possèdent un parti rural ou les vestiges de celui-ci, la configuration est moins claire pour la Scandinavie où le Danemark, qui fut la puissance de la région – avant de céder ce rôle à la Suède – ne connaît pas de parti agrarien. Par ailleurs, la Suisse, sise au cœur de l'Europe de l'Ouest – dans l'Europe des cités-Etats au sens de Rokkan – en possède un depuis les années 1920. Or, la zone où se situe la Suisse comprend les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Est de la France, la Rhénanie, le palatinat, le Pays de Bade et le nord de l'Italie. Et, en ce qui concerne cette région, la seule corrélation pertinente est la religion qui limite l'implantation des partis agraires aux pays à forte dominante protestante. En effet, dans les zones catholiques, le monde rural accorde ses faveurs électorales à la démocratie chrétienne avec laquelle les syndicats agricoles avaient partie liée, tels les Coldiretti en Italie ou le Boerenbond en Finlande. L'hypothèse paraît d'autant plus fondée que, à l'intérieur même de la Suisse, dans les cantons catholiques ruraux à forte implantation démocrate chrétienne, les agrariens de l'UDC étaient absents. La montée en force du nationaliste et démagogue Christophe Blocher à la tête du parti a provoqué une émergence de l'UDC dans tous les cantons y compris ceux où il était totalement inconnu. Mais est-ce encore un parti agrarien ?

La liaison entre le protestantisme et la présence des partis agraires et, partant, la complémentarité entre ces derniers et la démocratie chrétienne se vérifient en Scandinavie où le catholicisme constitue un phénomène marginal, mais aussi *a contrario* pour l'Europe du Sud-Ouest, catholique et dénuée de partis agraires. Néanmoins, le Portugal, le domaine castillan d'Espagne ne comptent ni agrariens – comme on s'y attendait – ni davantage de parti démocrate chrétien. Reste bien sûr le cas danois qui ne se distingue du modèle partisan scandinave que par l'absence de parti agrarien. Son système de partis doit être rapproché de celui de l'Angleterre dont il incarne une vision fractionnée multipartite qui donne raison à Duverger quant à l'influence du scrutin majoritaire sur le bipartisme. Pour demeurer dans les Iles britanniques, la très catholique Irlande ne possède ni démocratie chrétienne ni agrariens mais eut un parti agraire dans l'entre-deux-guerres, une formation qui fusionna avec le Cunam na

gael et une ligue, les Blueshirts, pour former l'actuel Fine Gael, deuxième parti de la république.

Par ailleurs, l'Allemagne de Weimar ne vérifie pas le « modèle religieux » car, si les Länder protestants de l'Est s'y conforment ainsi que la Rhénanie catholique, certains Länder catholiques mettaient en concurrence agrariens et démocrates chrétiens, conformément au modèle d'Europe centrale.

Sauf à accepter l'explication avancée par Duverger – l'aliénation économique – marquée au coin du marxisme vulgaire, il faut admettre une interprétation contextuelle posant deux systèmes de causes. Une telle constatation induit l'observateur à se poser la question de l'existence de deux formes distinctes de partis agraires. Quel pourrait être néanmoins le facteur causal commun entre l'Europe centrale, la Scandinavie et la Suisse ? En rendant plus complexe et plus subtile l'hypothèse de Duverger, la caractéristique qui distingue les pays dotés de partis agraires des autres, c'est l'absence de passé féodal ; c'est notamment ce qui oppose le Danemark, ancienne puissance régionale tutélaire des autres pays scandinaves. En Suède, par exemple, la paysannerie se composait d'hommes libres et constituait à ce titre, un quatrième état à côté de la noblesse, du clergé et de la bourgeoisie. La conjonction entre le luthéranisme et l'absence de féodalité représente le dénominateur commun entre les pays scandinaves qui possèdent un parti agrarien. Les cantons protestants de Suisse qui connaissent le même phénomène se démarquent légèrement du modèle nordique en ce qu'ils sont réformés et non luthériens.

La dimension religieuse ne joue pas dans le même sens en Europe centrale et orientale ou dans les pays baltes qui sont catholiques comme la Pologne, la Hongrie ou la Lituanie ou la Bulgarie orthodoxe. L'Estonie et la Lettonie s'apparentent assez bien au cas scandinave, partageant avec la Finlande un passé suédois et le luthéranisme. On peut considérer la Lituanie et même la Finlande comme des cas intermédiaires entre la configuration illustrée par la Suède et celle incarnée par la Pologne par exemple. En fait ni les trois Etats baltes ni l'Europe centrale et orientale ne connurent la féodalité dès lors que les contours de cette dernière sont définis scientifiquement. C'est-à-dire qui soient conformes à celle qui s'instaura dans l'Occident post-carolingien et fut ensuite importée dans les royaumes de Naples et de Sicile ainsi qu'en Angleterre et au Danemark. Il faut bien sûr entendre la féodalité dans l'acception que Marc Bloch donna à ce terme et non de son extension par le sens affecté par le *conceptual stretching*. Pour rester précis, ces pays vécurent sous un régime politico-économique seigneurial et servagiste qui se démarque du modèle féodal occidental par l'absence de hiérarchie systématique entre les seigneurs, fondée sur les rapports de réciprocité entre suzerains et vassaux. Il y avait bien des domaines travaillés par des serfs, mais pas de système de fiefs. Par ailleurs, ce modèle seigneurial, comprenant d'ailleurs des domaines bien plus grands qu'en Occident, s'instaure à un moment où la féodalité décline à l'ouest et où les serfs s'émancipent grâce au nombre et à la proximité des centres urbains des villes, dont le grand médiéviste Henri Pirenne disait que l'air « rend libre ». Les historiens marxistes qui se penchèrent sur l'Europe orientale ont défini ce mode de production spécifique à cette région comme un « second servage ». Par rapport au premier servage, à savoir celui qui naquit en Occident, le second, non seulement n'engendra point de féodalité, mais encore perdura jusqu'au XIX^e siècle – en 1865 en

Russie – entravant ainsi l’essor du capitalisme et de la démocratie bourgeoise. Que ce fût sous la coupe des barons baltes, des magnats polonais ou hongrois, ou encore des boyards, la paysannerie des pays concernés se mobilisa progressivement dans un mouvement démocratique que la faiblesse des bourgeoisies urbaines colora dans des tons distincts du libéralisme-démocratique qui prévalait à l’ouest.

A la dimension religieuse et aux localisations imposées par la géographie historique s’ajoute un troisième aspect : la date de création de l’organisation partisane. Une fois encore, on relève le contraste entre, d’une part, les pays scandinaves et la Suisse et, d’autre part, l’Europe centrale et orientale. Dans ce dernier cas, les organisations furent mises sur pied avant la première guerre mondiale tandis qu’au Nord et à l’Ouest, leur fondation remonte à l’entre-deux-guerres.

Deux types de partis ruraux ?

Devant les intéressants contrastes qui distinguent les partis agraires d’Europe du Nord et de l’Ouest d’un côté, de leurs homologues d’Europe centrale et orientale de l’autre, on peut avancer l’hypothèse que le vieux continent posséderait deux formes ou deux types de partis voués à la défense du monde rural. Il est manifeste que les premiers naquirent à la fois de l’instauration du suffrage universel qui donne la parole à des catégories jusque-là réduites au silence et de la crise économique née du premier après-guerre et qui culminera en 1929. En revanche, si, dans les pays qui l’instaurent, les partis agraires du second type bénéficièrent également de l’amélioration du système représentatif, leur naissance résulte d’une mobilisation populaire interne au monde rural – d’ailleurs prépondérante – qui oppose les petits paysans à l’aristocratie foncière. En termes marxistes, on pourrait parler de luttes des classes internes au mode de production seigneurial, caractérisé, on l’a vu, par un servage aboli tardivement. On peut repérer la trace de ces contrastes d’une part dans le positionnement politique et idéologique des partis, de l’autre dans la nature de leurs revendications. Si les divers partis agraires occupent une position centriste ou centrale dans le spectre politique, leur façon d’exprimer celle-ci varie d’un type à l’autre. D’abord, par centrisme ou position centrale, nous entendons une volonté, manifestée concrètement de ne s’aligner ni sur la gauche sociale-démocrate et communiste, ni sur la droite libérale et conservatrice. L’essentiel des partis de défense du monde rural s’y conformèrent ou tentèrent de s’y conformer. Ensuite – et c’est sur ce point qu’ils divergent –, alors qu’en Scandinavie ou à l’Ouest, il s’agit d’un choix pragmatique visant à défendre au mieux les intérêts et les valeurs des agriculteurs, en Europe centrale et orientale, les chefs de partis et leurs intellectuels organiques entendent trouver une troisième voie entre, d’une part, le capitalisme libéral et, de l’autre, le socialisme qu’ils rejettent paisiblement. Cette idéologie est désignée tantôt sous le nom de communautarisme en Hongrie, tantôt de populisme dans les pays slavophones mais aussi dans les pays baltes, voire parfois en Finlande. Enfin, si la défense du monde rural est bien présente dans la raison d’être comme dans le programme, les liens associatifs ou l’origine sociale des affiliés, une impression nette se dégage du discours des partis agrariens et de leurs revendications : au Nord, les intérêts matériels priment alors qu’au centre et à l’Est, les intérêts idéels (au sens de Weber) l’emportent nettement.

En définitive, en Europe septentrionale ou occidentale, la revendication porte principalement sur les prix des produits agricoles, le développement de l'agriculture et le bien-être social des agriculteurs. En revanche, en Europe centrale et orientale, la revendication originelle d'émancipation politique des paysans, débouche sur la défense de la société rurale, des valeurs inhérentes à la paysannerie. D'un côté, les partis agissent sur le plan socio-économique, de l'autre, ils mettent l'accent sur l'aspect culturel, les valeurs et le mode de vie.

Le lien des partis avec la société civile traduit également cette différence. En Scandinavie (sauf au Danemark) et en Suisse, les partis agraires entretiennent des liens étroits avec les coopératives agricoles et les organisations du syndicalisme paysan ; ils s'efforcent d'en médiatiser les intérêts et revendications. Leurs rapports respectifs ressemblent beaucoup à ceux qui existent entre les partis socialistes et sociaux-démocrates et les syndicats ouvriers. Dans l'Europe orientale et du Centre-Est, la mobilisation politique fut première et, à l'origine, les coopératives agricoles constituèrent souvent une émanation du parti.

Dans une perspective de sociologie historique et comparative, on peut considérer les premiers comme des partis agrariens dont le projet est la défense et la promotion des intérêts économiques et sociaux des agriculteurs tandis que les seconds peuvent apparaître comme des partis paysans défendant un type d'agriculture et un mode de vie spécifique. On pourrait esquisser un parallèle entre les partis ruraux et le syndicalisme agricole français : historiquement, les partis agrariens seraient, par leur style, analogues à la FNSEA, alors que les partis paysans le seraient de la Confédération paysanne de José Bové.

On se trouve donc en présence de deux types de partis agraires. Au Nord et en Suisse, des partis agrariens nés de la « Grande transformation » – au sens de Polanyi – et de la nécessité de préserver les intérêts matériels et sociaux des agriculteurs. En Irlande et en Norvège, l'initiative de leur fondation revint même aux agriculteurs les mieux dotés. Ils s'installent dans le système de partis dans l'entre-deux-guerres. A l'Est et au Centre-Est, des partis paysans qui incarnent le mouvement populiste, caractéristique de l'Europe du second servage, naissent de la mobilisation des paysans non propriétaires ou petits propriétaires contre la domination des magnats, de la grande noblesse latifundiaire.

La formation politique qui correspond le mieux au type agrarien est l'actuel Center partite suédois, tandis que le PSL polonais fondé au début du XX^e siècle dans la Galicie, à l'époque incorporée dans l'empire austro-hongrois, constitue le meilleur exemple actuel de parti paysan. Toutefois, le parti centriste finlandais, tout en ressortissant clairement au type agrarien, n'en présente pas moins des caractéristiques historiques communes aux partis paysans d'Europe centrale. Le chaînon manquant se situe dans les pays baltes où l'on relève que plus qu'une opposition tranchée entre deux types nets et contrastés, la gamme des partis agraires présente l'aspect d'un gradient.

Toute famille de partis est susceptible d'engendrer ses ultras et les partis agraires ne font pas exception à cette règle. On connaît les usages variés et les abus que d'aucuns ont fait du mât populiste. Le véritable populisme qu'on retrouva également aux Etats-Unis, fut incarné par les partis paysans d'Europe centrale et orientale. L'origine de la

stigmatisation qui entoure le populisme réside à l'origine dans la critique formulée par nombre d'intellectuels marxistes – dont le plus célèbre reste Lénine – à l'encontre de l'utopisme naïf et du manque de cohérence doctrinale qui, à leurs yeux, marqua les mouvements paysans. La dénonciation paraît à terme, excessive lorsqu'elle est appliquée à l'ensemble du mouvement populiste paysan. En revanche, elle ne manque pas de pertinence lorsqu'il s'agit des formes extrêmes qui donnent volontiers dans la démagogie.

Ainsi, d'une part, Samoobrona, « l'autodéfense », fondé en Pologne par Andrzej Lepper représente aujourd'hui l'héritier authentique des formes extrêmes du populisme historique. D'autre part, l'évolution de l'UDC (Union démocratique du centre), naguère encore paisible parti agrarien helvétique, conduite par Christophe Blocher vers l'extrémisme et le repli ethnocentrique montre que nul parti démocratique n'est à l'abri de dérives extrémistes. Cependant les ultras membres de la famille des partis agraires se sont constitués à côté des partis modérés et leur impact déborda très largement du cadre du monde rural pour atteindre tous les secteurs populaires de la société. Le meilleur exemple demeure celui du SMP, le parti rural finnois, créé par un ancien député centriste, Vennamo et qui, longtemps rejeté par les démocrates, finit par devenir *koalitionsfähig*.

Les Pays-Bas vécurent un phénomène populiste analogue, dans les années soixante-dix, avec le Boerenpartij (parti des paysans) qui recruta autant en ville que dans les campagnes.

Ce livre vise à la fois à combler un vide important dans la littérature scientifique sur les partis agrariens et/ou paysans – mis à part quelques monographies ou articles, il n'existe pas d'ouvrage récent abordant cette famille politique – et à comparer les différents parcours de ces organisations partisans.

L'étude pose également des questions qui peuvent enrichir la réflexion théorique. Quelle est aujourd'hui la fonction du clivage urbain/rural ? Comment expliquer les fortes continuités constatées dans un certain nombre d'études de cas alors que dans les pays voisins avec des parcours historiques similaires, la rupture l'emporte ? La façon dont le passé influence le présent ou dont le présent se sert du passé peut bénéficier de ces analyses. Quel rôle l'ancrage religieux joue-t-il dans la présence ou l'absence de parti défendant les intérêts des campagnes ?

Il permet aussi de décloisonner les différentes *areas studies* en comparant des phénomènes semblables. Les comparaisons entre les acteurs politiques et sociaux de l'Europe centrale et de l'Europe de l'ouest sont encore trop rares.

Trois chapitres de l'ouvrage sont consacrés aux grandes zones qui ont vu historiquement le développement des partis agrariens et paysans : l'Europe germanique, la Scandinavie et l'Europe centrale et orientale. Des études de cas analysent ensuite avec précision les organisations partisans agrariennes et paysannes en Bulgarie, en Lettonie et en République tchèque. La Pologne est abordée à travers le cas récent du parti Samoobrona, souvent réduit par les observateurs à sa simple dimension populiste. Enfin, l'ouvrage se termine par une étude de la façon dont les intérêts des vignerons roumains et français sont pris en charge par les partis sociaux-démocrates.

Thomas Landwehrle étudie les partis paysans de l'Europe germanique. Son étude comparative et historique attire l'attention sur des formations dont on oublie souvent

le rôle qu'elles ont joué durant l'entre-deux-guerres. Il note « l'affinité élective entre protestantisme et défense partisane des intérêts agrariens ». Ceci ne doit pas réduire l'analyse à une explication monofactorielle. « En effet si l'éthique de la religion réformée a constitué indirectement un élément favorable à leur émergence, il n'en est en rien une cause nécessaire et suffisante ». L'auteur note également que « les partis de défense rurale des pays germaniques cherchèrent d'ordinaire à promouvoir une voie médiane entre libéralisme manchestérien et socialisme de type soviétique (...) ils élaborèrent une idéologie sociale-ruraliste en accord avec les valeurs communautaires de la paysannerie ». Comme nous le verrons, ce positionnement se retrouvera dans d'autres formations agrariennes en Europe centrale.

Thomas Landwehrlen relève enfin une série de facteurs expliquant l'émergence de partis agrariens dans cette région : le haut degré de frustration de la paysannerie, l'incapacité des autres formations partisanses à se faire les défenseurs de ces intérêts, un système institutionnel permettant à la paysannerie de peser de son poids électoral, la valorisation de l'idée même de parti et, enfin, l'existence d'une classe d'agriculteurs moyens indépendants économiquement et dotés d'un minimum d'instruction.

Daniel-Louis Seiler analyse les partis agrariens en Scandinavie. Il rappelle que ces formations ont joué un rôle politique plus considérable que leur force parlementaire grâce à leur position charnière qui leur a permis de s'allier tantôt à la droite et tantôt à la gauche. Ces partis politiques « contribuèrent à l'édification du fameux modèle social scandinave ». Il analyse l'évolution que ces partis scandinaves connaîtront en passant de la défense de l'intérêt paysan au centrisme néo-agrarien. Enfin, il remarque que le conservatisme en Scandinavie « demeura *une force strictement urbaine* » et que « l'émergence de la démocratie chrétienne fut tardive (...). Par conséquent, les paysans (...) se dotèrent d'une expression partisane autonome, souvent en s'inspirant du mode d'organisation des sociaux-démocrates. Ainsi les agrariens scandinaves occupent-ils la même position que les démocrates chrétiens du Benelux, de l'Italie de jadis et de la Suisse. On pourrait même avancer l'hypothèse qu'ils furent une espèce d'équivalent fonctionnel. Cela ressort de leur position sur l'échiquier politique, à travers le jeu des coalitions. Cela découle également de l'histoire des politiques publiques : les uns et les autres vinrent en renfort de la social-démocratie dans l'édification de l'Etat social, ils participèrent au New deal européen ».

Dans la troisième étude comparative, Jean-Michel De Waele analyse et compare les différents parcours des partis agrariens en Europe centrale et orientale. Il complète d'abord les cas non étudiés dans les études de cas avant de tenter un bilan général de la mouvance agrarienne en Europe centrale. Celui-ci est très mitigé. « Au delà des spécificités nationales, différents facteurs expliquent la perte d'influence de ces formations : l'industrialisation des pays durant les régimes de type soviétique qui diminua très sensiblement la population vivant dans les zones rurales, l'implantation dans ces zones de formations politiques non agrariennes (sauf en Pologne), la difficulté à retrouver une identité politique lisible après 1989 et l'échec général de la renaissance des partis historiques ».

Antony Todorov analyse le parcours du mouvement agrarien bulgare qui est symbolique de l'agrarianisme de l'entre-deux-guerres avec son leader Al. Stamboliiski. D'orientation plutôt laïque et républicaine, pacifiste, le parti sera au

pouvoir entre 1920 et 1923 et développera un réseau dense d'implantation dans les campagnes. Chassé du pouvoir par un coup d'état militaire, il tentera d'organiser une révolte qui sera sévèrement réprimée. Son leader charismatique sera assassiné. Entré dans la clandestinité, le parti subira une forte répression et se divisera entre une aile gauche, qui se rapprochera des communistes et une aile droite, qui se ralliera au pouvoir autoritaire de droite. A. Todorov note que « dans la clandestinité, pendant la deuxième guerre mondiale, les agrariens occupent une place importante dans le camp des antifascistes mais restent divisés au sujet de l'alliance avec les communistes ». Il se reconstitue après 1945 et retrouve sa force électorale et organisationnelle. Néanmoins, les agrariens se diviseront face à l'arrivée au pouvoir des communistes. Ceux qui refuseront la collaboration seront réprimés, tandis que les autres formeront un parti satellite sous le communisme. Celui-ci participera au gouvernement sans jamais gérer le secteur agricole. Non seulement les campagnes se transforment radicalement en quelques décennies mais, en plus, le parti communiste s'y implante fortement.

La reconstruction du mouvement politique agrarien après la chute du communisme sera marquée par « le clivage interne au sein du mouvement agrarien et par rapport au passé communiste – entre les agrariens qui étaient alliés aux communistes et les agrariens anticommunistes, ayant subi les répressions politiques du régime communiste ».

Deux grandes tendances peuvent par la suite être notées : l'alliance avec un des deux grands blocs, « les rouges » et les « bleus », d'un côté, et l'émiettement en un grand nombre de petites organisations groupusculaires, de l'autre. Ayant perdu leur implantation dans les campagnes fortement transformées par le régime communiste, les agrariens bulgares n'arriveront pas à élaborer un profil politique propre.

Sorina Soare se penche sur le cas roumain qui possède aussi une tradition agrarienne non négligeable. Malgré certaines similitudes structurelles avec la Bulgarie (Sud-est européen, poids des campagnes, religion orthodoxe, régime communiste), la situation est très différente. Comme le note l'auteur, le parti national paysan (PNT) qui naît en 1926 « se montrait, dès ses débuts, hésitant par rapport à son identité, à la fois régionale, ethnique, paysanne et bourgeoise ». Ce parti qui sera un des piliers du système de parti durant l'entre-deux-guerres montre son identité si on tient compte « de la faible corrélation entre le profil des élus et les électeurs du parti. Ainsi, durant la législature 1928-1931, le PNT détient 90% des mandats de députés et compte seulement deux paysans et un coopérateur ».

Les structures de défense du monde paysan disparaissent en Roumanie sous le communisme. Le poids des campagnes reste considérable puisque le pays est le deuxième pays d'Europe après la Pologne pour la population rurale.

Le parti parviendra à jouer un rôle central dans la large alliance des forces « démocratiques » qui luttèrent contre le parti postcommuniste dirigé par I. Iliescu. Mais sa victoire électorale de 1996 fut son apogée. Sa gestion des affaires du pays fut marquée par la corruption, les scissions et surtout par un manque criant de cadres professionnels capables de gérer le pays. De plus, son identité et son discours centré principalement sur l'anticommunisme ne porte plus ses fruits. En 2000, il perd toute représentation parlementaire. Le PNT n'aura pas réussi à professionnaliser ses cadres, à se trouver une identité moderne.

Csaba Nikolenyi analyse l'évolution du parti des petits propriétaires indépendants (FKGP) dans le système partisan hongrois. Dès les premières élections, après la première guerre mondiale, en 1920, les agrariens gagnent le plus grand nombre de sièges. La force du parti provient de sa capacité à représenter à la fois les intérêts ruraux, mais aussi les classes moyennes urbaines et la petite bourgeoisie. Lors des premières élections, après la seconde guerre mondiale, le parti est à nouveau le premier parti au parlement de Budapest. Mais « alors qu'il disposait des postes de président et de Premier ministre au lendemain immédiat de la guerre, il a rapidement été confronté à un processus de désintégration définitive due à son hétérogénéité interne et à son compromis et sa coalition forcée avec les communistes sous la pression des autorités soviétiques ».

Suite aux réformes politiques en Hongrie, le parti se recrée en 1998 en se présentant comme le successeur de l'organisation de l'entre-deux-guerres. Le slogan officiel qu'il adopte reflète bien la combinaison de sensibilités libérales, conservatrices et nationales : « Liberté, égalité, Dieu, patrie et famille ».

Le parti obtiendra des députés jusqu'en 2002, moment où il perd toute représentation parlementaire. Csaba Nikolenyi note que toutes les alliances au niveau national ont été réalisées avec les partis de droite. Il constate aussi que le FGKP est depuis plus de dix ans le parti qui comprend – et de loin – le plus de membres en Hongrie et qui est le plus structuré et organisé. En conclusion, l'auteur note que le parti des petits propriétaires avait « clairement eu l'avantage de la « reconnaissance de la marque » acquise en étant le parti successeur d'un parti traditionnel plus ancien qui a joué un rôle historique incontestable (...) et d'une identité anticommuniste bien connue. (...) Cependant, le parti a également souffert d'un certain nombre de faiblesses structurelles (...) le parti n'a jamais vraiment réussi à recréer le type d'alliance urbaine qui a permis à son prédécesseur de devenir la force dominante après la seconde guerre mondiale ». Il n'a pas réussi non plus à professionnaliser son personnel politique.

Miroslav Mareš et Pavel Pšejka nous fournissent une étude sur la République tchèque. Ils notent l'importance de la mouvance agrarienne dès le début du siècle. La période de la première république tchécoslovaque (1918-1938) peut être considérée comme l'âge d'or du parti agrarien. Si les succès électoraux des agrariens furent limités, ils furent de toutes les coalitions gouvernementales et fournirent aux pays les Premiers ministres. « Le programme du parti reposait sur l'idée « d'agrarisme ». Au cœur de cette notion figurait l'image du fermier « gagne-pain de la nation ». Il disposait d'une structure organisationnelle forte et d'organisations satellites. Avec l'instauration du régime communiste, toute tendance agrarienne est interdite.

Suite à l'effondrement du régime communiste, une tentative de renaissance du mouvement agrarien fut tentée. Les agrariens participèrent à un rassemblement assez hétéroclite qui leur permit d'être présents au parlement mais qui ne résista pas à ses tensions internes. Mais dès 1996, l'échec est évident. Les changements structurels de la société tchèque expliquent en grande partie cette situation : « En 1948 (...) il y avait dans la partie tchèque du pays plus de 1,3 million de personnes exerçant une activité professionnelle dans l'agriculture. En 1989, il n'y en avait plus que 531 000. En 1993, la population active a encore diminué et atteint à peu près 250 000 personnes ».

Un autre facteur résulte de la capacité d'autres partis politiques et d'autres organisations à représenter les intérêts de la paysannerie.

Cedric Pellen s'intéresse à un des deux représentants de la mouvance agrarienne en Pologne : le mouvement « autodéfense », Samoobrona, présenté comme un parti populiste dangereux pour le système démocratique. L'auteur nuance et complexifie le propos. Après avoir connu quelques années sans succès électoral probant, Samoobrona obtiendra 10,2% aux législatives de 2001 et 11,4% à celles de 2005. Il a même participé brièvement au gouvernement dirigé par J. Kaczynski avant de perdre toute représentation parlementaire en 2007. C. Pellen montre « qu'il convient (...) de prêter une attention particulière à la double structure syndicale et partisane du mouvement Samoobrona ». A la fin des années 1990, l'action partisane va se structurer en utilisant l'implantation locale du « syndicat » paysan qui s'était fait connaître grâce à de nombreuses actions « subversives » et médiatiques. « A l'encontre du consensus libéral qui s'est imposé dans la politique polonaise depuis la chute du régime communiste, son programme électoral prône ainsi un fort interventionnisme étatique dans l'économie, notamment dans l'agriculture, des renationalisations massives d'entreprises, la mise en œuvre de mesures protectionnistes, mais aussi une augmentation importante des pensions de retraite et des allocations de chômage ».

Son entrée au parlement en 2001 va l'amener à se « normaliser ». Son leader Lepper cesse ses déclarations fracassantes et s'entoure d'experts ; il connaît un processus de modération et de professionnalisation qui lui fera perdre ses soutiens traditionnels. De plus, le parti ne trouvera pas sa place dans la campagne de 2007, coincé entre les conservateurs du PIS et les libéraux de la PO.

La Lettonie constitue aussi un cas intéressant car il permet de s'intéresser aux pays baltes qui, eux aussi, possèdent de fortes traditions agrariennes. Janis Ikstens a dénombré pour la période 1918-1939 pas moins de quinze partis ayant des représentants au parlement dont le nom contient le vocable « agrarien » ou « agriculteur ». Néanmoins, une organisation, l'Union des agriculteurs lettons (LaZS), occupe une place dominante puisqu'elle sera l'épine dorsale de douze des dix-huit gouvernements de l'entre-deux-guerres. Le président du parti prépara le coup d'état de 1934 et devint le leader autoritaire du pays jusqu'à l'occupation soviétique en 1940.

Après la fin du régime soviétique, l'Union des paysans de Lettonie (LZS) se formera et se présentera comme l'héritier non seulement du LaSZ, mais aussi de l'ensemble des organisations agrariennes de l'entre-deux-guerres. LZS obtiendra des sièges en 1993 et 1995, mais ne siège plus au parlement en 1998. Contrairement à d'autres mouvements agrariens de la région, le parti, grâce à son implantation locale et municipale, ne disparut pas. Il forma une alliance avec les verts pour former l'Union des verts et des paysans (ZZS) qui obtint 9,4% des suffrages et douze sièges en 2002 et 16,7% et dix-huit sièges en 2006. Il participa aux gouvernements en 2002 et 2006. « En dépit de deux élections législatives fructueuses, le LZS et le parti vert ont refusé de fusionner. Les deux partis ont gardé des identités séparées, estimant avoir des électors différents. Le LZS se voit comme le principal représentant des intérêts ruraux tandis que les Verts voient les jeunes citoyens comme leur électors de base ».

Janis Ikstens conclut sur le rôle de politisation de certaines fractures sociales et dans la formation de clivages dans les pays postcommunistes.

Julien Danero Iglesias analyse un cas fort peu connu : les agrariens en Moldavie. Avec 61% de population rurale, en 2004, la Moldavie pourrait être un pays fécond pour les agrariens. De fait, en 1994, un parti agrarien – le parti agraire de Moldavie (PDAM) – a été au pouvoir après avoir obtenu 50,95% des suffrages. En 1998, il n'obtient plus que 3,63% des suffrages. Comment expliquer cette victoire suivie d'une telle chute ? Quelle était la nature de ce parti ?

L'auteur montre que la victoire éclatante de 1994 s'explique plus par son positionnement modéré sur les questions ethniques que sur un programme agrarien. « Les agrariens prônent des réformes modérées, l'établissement d'une protection sociale et une adaptation lente à l'économie de marché, tout en maintenant le lien avec la Russie et en envisageant une résolution consensuelle du conflit avec la Transnistrie ». Face au nationalisme et aux excès souvent exacerbés du camp « pro-roumain », les agrariens rassurent et expriment les sentiments dominants dans la société. Issus des anciens kolkhozes soviétiques, les dirigeants agrariens se montreront prudents dans leur politique agraire. Les exploitations collectives ne sont pas démantelées même si certaines mesures favorisant l'agriculture familiale sont prises. Julien Danero Iglesias explique l'échec des agrariens par une série d'éléments. Leur dirigeant, M. Snegur, ne cessera de changer son positionnement. Venu du camp pan-roumain, il se fait le défenseur, lors de l'élection victorieuse, d'une vision moldovaniste de la société avant de revenir à ses positions proroumaines pour tenter de retrouver un espace politique. Les agrariens se sont aussi révélés incapables de redresser la situation économique et aucune solution dans le conflit transnistrien ne fut trouvée ; les clivages sur lesquels se positionne le PDAM n'ont pas été structurants. Il n'existait pas non plus de tradition ou de légitimité historique agrarienne en Moldavie, à la différence de nombre d'Etats de la région.

Enfin, Antoine Roger s'intéresse aux mobilisations partisans et aux contestations des politiques agricoles européennes. Il compare le cas des petits viticulteurs de l'Aude en France et ceux du Județ de Vrancea en Roumanie. Tous les deux sont confrontés à la mise en œuvre des politiques de la Commission européenne visant à rationaliser et à réduire la production. L'auteur analyse les difficultés que les viticulteurs ont dans les deux cas à faire prendre en charge la défense de leurs intérêts par les partis politiques locaux. « (...) les responsables en place s'accorderaient pour dépolitiser les mesures agricoles et les soustraire aux affrontement électoraux ; l'intégration européenne leur offrirait un simple point d'appui ». A la suite de son étude de cas, l'auteur conclut que « l'incapacité des partis à orienter la défense des petits viticulteurs vers une cible européenne n'est pas la conséquence d'une tendance lourde, indépendante du processus d'intégration lui-même. Elle résulte d'une propension de la Commission à délégitimer les formes classiques de représentation politique ».